



**CHEMINOT·E·S, SALARIÉ·E·S DU PRIVÉ ET DU PUBLIC,
JEUNES, RETRAITÉ·E·S, CHÔMEUR·SES...**

FAISONS DÉRAILLER LE GOUVERNEMENT !

Destruction violente par 2500 gendarmes mobiles de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ; intervention musclée des CRS contre les étudiantEs qui contestent la politique de sélection; chasse à nouveau aggravée contre les migrantEs qui fuient la misère et la guerre dans leurs pays; arrestation de militantEs; licenciement de syndicalistes...

Au moment où la grève des cheminotEs bat son plein, où d'autres travailleurEs entrent en lutte et où sa politique au service du grand patronat et de la finance est de plus en plus contestée, Macron montre son vrai visage. Il fait le choix de la répression pour écraser toute résistance à sa politique antisociale et antidémocratique. Comme le dit son ministre-flic Collomb, «l'autorité doit régner partout, et la loi doit être respectée partout»... Partout la brutale loi des plus riches contre les classes populaires !

**Expulsions à la ZAD /
CRS dans les facs /
Chasse policière aux migrants
Contre la politique de
la matraque, ne lâchons rien !**

**Ce gouvernement est plus que
jamais illégitime.** Rappelons
que Macron a été élu avec seule-
ment 16 % des inscritEs au pre-
mier tour de la présidentielle.
Aujourd'hui, moins de 40 % des

personnes sondées disent lui
faire confiance.

**Il est temps de dire toutes et
tous ensemble: STOP !** Stop à
cette violence sociale, à cet au-
toritarisme sans limite! Pour ar-
rêter le gouvernement et le faire
céder, il faut de puissantes mani-
festations qui montrent notre
force collective. Mais il nous faut
aussi un mouvement de grève
massive qui bloque l'économie.

**Les cheminots ouvrent la voie
Toutes et tous ensemble,
continuons le combat !**

La grève à la SNCF ne concerne
pas seulement les cheminotEs.
Le gouvernement, après avoir
cassé le Code du Travail et at-
taqué les salariéEs du privé, s'en
prend aux fonctionnaires et
cheminotEs pour privatiser et
casser le service public dont ont
tant besoin l'ensemble des
classes populaires. ChacunE
d'entre nous a une bonne raison
d'agir, dans le secteur public
(privatisations, suppression de
120000 postes...) comme dans le
secteur privé où l'application de
la « loi travail » aggrave les con-
ditions de travail, développe la
précarité, facilite les licen-
ciements, tire les salaires vers le
bas.

Quand Macron s'attaque aux
cheminotEs en disant qu'il veut
une société "sans statut", cela
signifie qu'il veut supprimer
toutes les conventions collec-

tives, les accords collectifs trop
favorables aux salariéEs. Il veut
une société où on devrait né-
gocier individuellement son
contrat et ses droits, son salaire,
son temps de travail, ses jours de
repos, etc.

C'est là-dessus que les
cheminotEs refusent de céder,
et avec raison ! S'ils perdaient,
cela encouragerait le gouverne-
ment à accélérer ses attaques.
Ce serait tous les travailleurEs,
en activité ou non (chômeurEs,
retraitéEs...), qui perdraient,
dans la foulée, sur tous les plans.
Face à de tels enjeux, l'unité, la
solidarité, la convergence des
luttés sont décisives.

**Construisons des collectifs de
soutien aux cheminotEs. Débat-
tons sur nos lieux de travail de
la mobilisation nécessaire pour
faire échec au patronat et à son
gouvernement.**

Des mobilisations ont lieu dans
les hôpitaux, le nettoyage, les fi-
nances publiques, l'énergie... et
aussi dans la jeunesse, mobilisée
depuis plusieurs mois contre la
sélection et la réforme du bac et
contre les agressions de l'ex-
trême droite. Il y a aussi les
luttés contre les licenciements,
comme à Ford et à Carrefour. Et
contre la pénurie budgétaire
dans l'Education.

**C'est le moment de faire con-
verger nos luttes et de porter un
coup d'arrêt au gouvernement
Macron-Medef !**



www.npa66.org

Pour prendre contact : contact@npa66.org / 06.81.58.00.00 ou sur



SOLIDARITÉ AVEC LES CHEMINOTS ! DÉFENDONS TOUS LES SERVICES PUBLICS !

(Déclaration unitaire des organisations de la gauche des Pyrénées-Orientales*)

Voilà des années que les gouvernements successifs ont fait le choix de la privatisation des transports contre le climat, l'égalité et le social: sous-investissement dans le rail et investissement massif dans les autoroutes et autocars privatisés qui favorisent notamment l'explosion du trafic de marchandises par poids lourds, dangereux et désastreux pour l'environnement.

Depuis 1997, la SNCF est toujours plus segmentée pour casser le corps social cheminot et poursuivre les privatisations préconisées par les «directives» européennes. Aujourd'hui, Macron pousse au bout la logique de l'éclatement de la SNCF. Partout en Europe, les recettes qu'il veut appliquer ici produisent la disparition de lignes, l'explosion des prix, la vétusté des installations et des trains, la disparition du fret. C'est toute la population qui paie triplement l'addition : financièrement, par l'inégalité territoriale induite et par sa santé altérée par la pollution générée.

Après 20 ans d'une libéralisation amplifiée, Macron propose d'achever le service public ferroviaire par ordonnances avec des conséquences dramatiques pour les cheminots, les usagers et l'aménagement des territoires. Pour y arriver, il prend les cheminots pour boucs émissaires, les faisant passer pour des privilégiés qui, comme les retraités, les étudiants ou les chômeurs, ruineraient la France. La réalité est tout autre : ils se battent pour sauver l'emploi des générations qui viennent. Pour un service public essentiel à la transition écologique et à l'égalité des territoires. Dans notre département déjà économiquement sinistré, avec une précarité et un chômage record, la suppression des lignes Perpignan/Villefranche et Perpignan/Port-Bou ne ferait qu'aggraver les conditions de vie et de travail de la population et nuire à l'environnement.

Face à ce gouvernement, qui veut parachever la transformation d'un service public en une entreprise du CAC40, les cheminots ne sont en rien responsables. En fait, ils sont victimes des politiques menées depuis des dizaines d'années. Tout comme en sont victimes les étudiants qui perdent une partie de leurs APL, les retraités qui voient la CSG augmenter, les personnels de la santé, les enseignants, les chômeurs ou l'ensemble des fonctionnaires et des salariés. Tout comme les migrants qui subissent une politique indigne.

Ils nous veulent désunis? Nous répondons qu'ensemble nous sommes aux côtés des cheminots en grève et de leurs syndicats. Nous pensons utile que se développent des collectifs d'usagers et que soient soutenues les caisses de grève mises en place. Nous appelons à engager un débat démocratique, pour le développement du ferroviaire, de tous les services publics, pour les enjeux environnementaux et sociaux d'aujourd'hui.

(*) CUP, EELV, ERC, GDS, Génération.s, NPA, PCF, PG



AGENDA MILITANT

JOURNÉE DE CONVERGENCE DES LUTTES

Tout·e·s et tous au rassemblement syndical du jeudi 19 avril !
10h30 Place de Catalogne, Perpignan

MAI 68 ET AUJOURD'HUI, CONTINUONS LE COMBAT !

Vendredi 1^{er} Juin 19h30 - Réunion-débat du NPA 66

Avec **Alain KRIVINE**

Salle du Casal - 23, avenue du Lycée, Perpignan

